



CJP : un mouvement de la génération Z

En mai 2026, une déclaration du président de la Cour suprême de l'Inde, *Surya Kant*, comparant les jeunes sans emploi à des « cafards », a provoqué de vives réactions dans tout le pays. Beaucoup de jeunes Indiens, déjà découragés par les fuites de questions d'examen et l'incertitude concernant leur avenir, se sont sentis profondément blessés.

Le lendemain de la déclaration, *Abhijeet Dipke*, un jeune Indien vivant à l'étranger, a lancé en ligne un mouvement satirique qu'il a appelé le « *Cockroach Janta Party* » (*Parti du peuple des cafards*). Son slogan ? « *La voix des paresseux et des sans-emploi* ». Ce qui avait commencé comme une initiative sarcastique est rapidement devenu le symbole de la frustration ressentie par les jeunes.



Les inquiétudes des jeunes deviennent de plus en plus les inquiétudes de familles entières.

En quelques jours, le mouvement a attiré des millions d'abonnés sur les réseaux sociaux. Beaucoup sont descendus dans les rues, à travers le pays, pour demander des comptes aux dirigeants. Après leurs études,

les jeunes, sans emploi et découragés, veulent se faire entendre de manière pacifique et non violente. Jusqu'à présent, les autorités font la sourde oreille et n'apportent pas de réponse claire à ce malaise grandissant. Le mouvement continue de se répandre. Leur cri sera-t-il entendu ? Seul l'avenir nous le dira.

Nos projets sont eux aussi régulièrement confrontés à la corruption et à l'injustice. Chaque fois que c'est possible, nous essayons d'intervenir. Récemment, le projet de *Dugawar* a fermement pris la défense de parents injustement traités par les autorités. Voici les dernières nouvelles de *Dugawar*.



La plainte déposée par Priyanka, Brijesh, Nitu et Kanchan a secoué l'administration et permis de faire éclater la vérité.



Cette année, aucun enfant ne bénéficiera de la loi sur le droit à l'éducation dans la région. Le programme a été suspendu à cause de la corruption.

Quand le système abandonne les plus défavorisés

En Inde, la loi sur le droit à l'éducation (*Right to Education Act — RTE*) prévoit que 25 % des places dans certaines écoles soient réservées aux enfants issus de familles défavorisées vivant à proximité. Cette loi doit permettre à des enfants de familles à faible revenu d'accéder gratuitement à une éducation de qualité. Depuis plusieurs années, nos écoles *Saint-Antoine* identifient, dans le cadre de cette réglementation, les enfants éligibles, en particulier les filles des villages voisins.

Cette année, l'école *Saint-Antoine* de *Dugawar* a reçu des autorités une liste de 40 enfants sélectionnés. Lorsque nous avons examiné cette liste, nous avons été stupéfaits de constater qu'aucun des enfants que nous avons identifiés ne figurait sur la liste, alors que beaucoup d'enfants de la liste ne remplissaient pas les critères donnant droit à une scolarité gratuite.

En recoupant plusieurs témoignages, nous avons appris qu'un intermédiaire avait demandé de l'argent à certaines familles en leur proposant d'obtenir une place au moyen de documents douteux. *Priyanka*, *Brijesh*, *Nitu* et *Kanchan*, quatre mamans du village de *Dugawar*, ont alors décidé d'agir.

Malgré leur peu d'habitude des démarches administratives, elles se sont

organisées et ont porté plainte auprès des autorités. La démarche n'a pas été facile. Certains fonctionnaires étaient réticents à les écouter, d'autres se sont même montrés grossiers... Elles ont malgré tout persévéré et leur plainte est finalement arrivée jusqu'au *District Magistrate* (responsable de province) et au *département de l'éducation*. Les admissions dépendant du «*Right to Education*» ont été temporairement suspendues et une enquête officielle a été ouverte.

Dans les jours qui ont suivi, des équipes d'enquête sont venues visiter l'école *Saint-Antoine* de *Dugawar*. Nous les avons vivement encouragées à ne pas se limiter aux documents, mais à rencontrer les familles en personne. Nous avons accompagné les fonctionnaires, de village en village. Les nombreuses incohérences sont apparues au grand jour et les situations des familles se sont révélées très différentes de ce que les documents laissaient penser.

Parmi les situations découvertes pendant l'enquête, l'une semblait presque sortie d'un film comique. Un chef de village, soupçonné d'avoir payé des intermédiaires pour obtenir une place pour son fils, ne s'attendait pas à recevoir la visite des inspecteurs. Prévenu de leur arrivée, il les a conduits non pas à sa vraie maison, mais vers une hutte située dans un champ, en demandant à son épouse de se présenter comme une pauvre villageoise.



Les inspecteurs ont rapidement compris que quelque chose n'allait pas. Ils sont finalement arrivés à la véritable résidence du chef de village, où l'attitude de la famille a confirmé les incohérences déjà constatées.

Cet événement a choqué l'administration. Pendant que l'enquête était en cours, deux fonctionnaires se sont enfuis de leurs bureaux. Toutes les admissions obtenues illégalement ont été annulées. Cette affaire montre combien l'information et l'accompagnement peuvent aider. Lorsque les familles connaissent leurs droits, se soutiennent et osent parler, il est possible de faire reculer un système injuste.

Énergie solaire : une promesse tenue à Dugawar

L'année dernière, nous vous avons parlé des difficultés rencontrées par l'école Saint-Antoine de Dugawar pendant les mois les plus chauds. Les coupures fréquentes de courant signifiaient des classes sans ventilateurs et donc des conditions difficiles, tant pour les élèves que pour les enseignants.

Maintenant, une importante installation de panneaux solaires totalisant 60 kW a



Le soleil au travail pour apporter de meilleures conditions d'apprentissage aux 2.250 élèves de l'école Saint-Antoine.

été installée. Le système est soutenu par des batteries et par le réseau public d'électricité lorsqu'il fonctionne. Cela signifie que les ventilateurs, les lampes et les ordinateurs peuvent fonctionner, même pendant les nombreuses coupures de courant du réseau.

Ce projet représente un investissement important, mais en plus d'offrir un environnement d'apprentissage plus confortable, il permettra de réduire à long terme les coûts d'électricité. Dans une région où la chaleur estivale peut être beaucoup plus forte que l'épisode de chaleur que nous venons de connaître en Belgique, ce n'est pas un luxe, mais une véritable nécessité pour les enfants. Chaque année semble devenir plus chaude que la précédente, et cette année, dès mai, la chaleur était devenue insupportable. Le gouvernement a décrété la fermeture des écoles pour les vacances d'été plus tôt que prévu.

L'ancien système de 6 kW a trouvé une nouvelle utilité. Il a été installé à l'école Saint-Antoine de Jadwar.



Alors que les étés deviennent de plus en plus chauds, une source stable d'électricité était devenue une nécessité.

Des femmes se construisent un avenir meilleur

Au fil des années, nos formations ont aidé de nombreuses villageoises à s'émanciper. Après avoir acquis de nouvelles compétences, elles contractent des prêts et se lancent dans de petites activités qui apportent un revenu supplémentaire à leur famille.

À Jadwar, pendant les vacances scolaires, le campus de l'école Saint-Antoine est devenu un lieu d'activité pour nos formations. Une formation à la fabrication de bijoux fantaisie est en cours. 35 participantes ont été sélectionnées dans différents groupes d'entraide (*Self Help Groups — SHG*). Dans le cadre de cette formation, les femmes visitent notamment des marchés locaux pour découvrir de nouvelles possibilités de petits commerces et apprendre à gérer une petite activité.

La formation est organisée en collaboration avec le RSETI (*Rural Self-Employment Training Institute*), une organisation soutenue par les banques locales en partenariat avec le gouvernement indien. À Dugawar, nous travaillons avec RSETI depuis près de vingt ans. Présents dans chaque district, les RSETI offrent des formations pratiques aux jeunes et aux femmes des villages, en particulier à celles qui sont issues de milieux défavorisés.

Au-delà des compétences techniques et de l'aspect économique, ces formations développent aussi la confiance en soi, le sens des responsabilités et l'esprit d'entreprise. Grâce à cette expérience, de nombreuses femmes font un premier pas vers plus de confiance, plus de revenus et un avenir plus sûr pour leur famille.



केनरा बैंक आरसेटी बहजोई द्वारा महिलाओं को आत्मनिर्भर बनाने की पहल

सिरोलिया गांव की 35 महिलाओं को दिया आ रहा आर्टिफिशियल ज्वेलरी निर्माण प्रशिक्षण



बाजोई/समूह/सह का समर्थन:- जगद्वार के बाजोई/समूह/सह के 35 महिलाओं को आत्मनिर्भर बनाने के उद्देश्य से केनरा बैंक आरसेटी बहजोई (RSETI) द्वारा आर्टिफिशियल ज्वेलरी निर्माण का प्रशिक्षण दिया जा रहा है। प्रशिक्षण कार्यक्रम की शुरुआत 22 मई से

नया जगद्वार स्थित गैर-सरकारी स्कूल में की गई। कार्यक्रम के दौरान केनरा बैंक आरसेटी के प्रशिक्षक विनोद शर्मा ने बताया कि आर्टिफिशियल ज्वेलरी प्रशिक्षण के माध्यम से ग्रामीण क्षेत्रों में बेरोजगारी को कम करने, महिलाओं और युवाओं को आत्मनिर्भर बनाने तथा आर्थिक जीवन में सहायता

अपूर्वों को बढ़ती मांग के बारे में जानकारी दी जा रही है। उन्होंने प्रशिक्षणार्थियों को आरसेटी की विभिन्न योजनाओं एवं स्वरोजगार में जुड़ी सहायताओं के बारे में भी विस्तार से अवगत कराया। कार्यक्रम में योग्यता के तहत चयनित छात्र महिलाओं को आर्थिक-कृषि आधुनिकी की उपयोगिता और बाजार

में उनकी बढ़ती मांग को जानकारी दी गई। प्रशिक्षण के दौरान महिलाओं को रेशम के कपड़े, मकलमसूर, माया जलित विभिन्न प्रकार के कृत्रिम अपूर्ण बनाने की शिक्षाएं दायें। महिलाओं ने प्रशिक्षण में उत्साहपूर्वक भाग लेते हुए इसे केनरा बैंक द्वारा सहायता

Un voyage au-delà du village : découvrir de nouvelles possibilités...